

Sécurité : la France aux côtés des Etats-Unis

(avec AFP)
[03 janvier 2004]

La crainte de menaces terroristes continue de planer sur le transport aérien dans le monde, suscitant un renforcement des mesures de sécurité allant de l'escorte d'avions de ligne par des avions de combat à l'annulation de certains vols, parfois dans une certaine confusion. Signe de cette grande tension, deux avions d'Air France ont été escortés mardi et mercredi, jusqu'à leur atterrissage à Los Angeles, par des chasseurs-bombardiers F-16 américains, a révélé jeudi le Washington Post. Le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a déclaré hier que la France partageait « les analyses des services américains selon lesquelles nous vivons une période de tension qui impose une vigilance accrue ».

« Nous avons des informations sur un contexte, pas sur une action précise », a-t-il ajouté. « Le travail entre services américains et français

est un travail d'ordre quotidien » et les deux pays procèdent « à des échanges de listes de passagers » sur les vols entre la France et les Etats-Unis, a encore dit Nicolas Sarkozy, qui a exprimé son souci d'« éviter à la France les drames qu'ont connus certains autres pays ».

« Les Américains savent quelles sont les compétences des services français et ils savent très exactement les mesures que nous prenons », a précisé le ministre pour qui la France a « fait ce qu'elle devait faire » en matière de sécurité des vols entre les deux pays. Cette collaboration a connu quelques ratés en raison de la difficulté de recueillir, de recouper et de traiter les renseignements. Mais il s'agit de problèmes techniques qui ne remettent pas en cause la convergence d'analyses et d'objectifs. Ainsi trois jours avant Noël, la police fédérale américaine (FBI) avait remis à la police française une liste de six noms et des informations selon lesquelles des terroristes liés à Al-Qaida projetaient de détourner un avion d'Air France pour le faire s'écraser sur le

sol américain, probablement en Californie. Le gouvernement français, après quarante-huit heures de discussion, avait décidé d'annuler ces vols. Or, le FBI s'est trompé sur l'identité des passagers des vols Air France qu'il soupçonnait d'être des terroristes. Le ministère français de l'Intérieur a révélé hier que ces six passagers, interrogés avant Noël par les autorités françaises, étaient des « homonymes » de personnes figurant sur les listes américaines de terroristes potentiels. Cette erreur a été confirmée hier par un responsable du FBI, sous couvert de l'anonymat. Le Wall Street Journal a précisé qu'au lieu de mettre la main sur des terroristes potentiels, les enquêteurs ont trouvé un enfant dont le nom était censé être celui du leader d'un groupe terroriste basé en Tunisie, un agent en assurances gallois, une vieille dame chinoise qui autrefois tenait un restaurant à Paris ainsi que trois citoyens français.

A Londres, British Airways a dû également annuler vendredi, pour le deuxième jour consécutif, l'un de ses trois vols

quotidiens à destination de Washington. Au Mexique, un vol de la compagnie Aeromexico, qui devait relier Mexico à Los Angeles, a été annulé jeudi pour la deuxième fois en deux jours, à la demande des autorités américaines. Ces dernières ont décidé d'imposer aux compagnies aériennes étrangères, assurant des vols à destination des Etats-Unis ou les survolant, d'embarquer des policiers armés quand elles le jugeront nécessaire.

Des agents armés se trouveraient déjà systématiquement à bord des vols de CSA (Czech Airlines) à destination de New York, selon des sources proches de la compagnie tchèque.

La mairie de Propriano cible d'un mitraillage

Ajaccio : Dominique Costa [03 janvier 2004]

Plus d'une trentaine d'impacts de balles, vraisemblablement tirées dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier, ont été relevés sur la façade et à l'intérieur de la mairie de Propriano, petite ville située à une soixantaine de kilomètres d'Ajaccio.

Le bâtiment municipal a subi d'importants dommages. Traversant persiennes et baies vitrées, des projectiles ont fini leur course sur les murs et les portes des bureaux, attestant selon le premier magistrat de la commune, Paul Marie Bartoli (DVG), de « la puissance des armes utilisées ». Cet acte de violence n'est pas le premier perpétré contre la mairie de Propriano. Déjà visée par un mitraillage en 2002, à la veille d'une visite du préfet de région de l'époque, Dominique Dubois, elle a aussi été vandalisée dans la nuit du 31 juillet au 1er août derniers. Trois individus cagoulés en avaient alors forcé les portes et couvert les murs d'inscriptions, les unes à la gloire d'Yvan Colonna, assassin présumé du préfet Erignac, d'autres, injurieuses, à destination de Paul Marie Bartoli. Quelques jours après le référendum sur l'avenir institutionnel de l'île, ces dégradations étaient apparues comme une « sanction » à l'encontre d'un élu opposé à la réforme proposée par le gouvernement. Un sentiment renforcé, dans les semaines qui ont suivi la con-

sultation référendaire, par des attentats et tentatives contre d'autres partisans du non, tels l'ex-maire DVD de Ghisonaccia, Pierre Jean Paolini, ou celui de Furiani, le PRG François Vendasi.

Le mitraillage de la mairie de Propriano s'inscrit-il dans la même veine ? Paul Marie Bartoli ne le croit pas. Plutôt que la patte d'un mouvement clandestin cherchant à punir des élus jugés coupables d'avoir appelé à voter non quand les indépendantistes prônaient le oui, il y voit un acte isolé commis par des « marginaux ». « Je suis convaincu que la mouvance nationaliste n'ordonne pas ce genre d'actions. Leurs auteurs sont des vandales, des débilés mentaux et des piliers de comptoir. Sous couvert de politique, on fait beaucoup de choses », s'insurge-t-il, affirmant qu'une « infime minorité s'acharne sur la mairie de Propriano ». Une minorité qui, si « elle ne représente pas l'attitude de la mouvance nationaliste, est pourtant, déplore Paul Marie Bartoli, issue de ses rangs ».

90 millions de SMS échangés le 1er janvier

M. C. [03 janvier 2004]

Jackpot pour les opérateurs de téléphone : le 1er janvier, les Français se sont rués sur leur téléphone mobile. Non pas pour échanger de vive voix avec leurs proches, mais pour leur faire parvenir les traditionnels bons vœux et autres messages de félicité par le biais de SMS. Une déferlante de textos dont les entreprises se réjouissent : « Le 1er janvier, 42,5 millions de SMS ont été envoyés par nos clients », se félicite-t-on chez Orange. Soit près de quatre fois plus qu'une journée ordinaire, où il s'échange entre dix et douze millions de messages. Même explosion pour les deux autres opérateurs. Les clients SFR ont envoyé 30 millions de messages et ceux de Bouygues Télécom 15,7 millions.

Cette nouvelle forme de communication ne fait que gagner du terrain, année après année. Chez Orange comme chez SFR on assure que le nombre de SMS a doublé cette année par rapport au 1er jan-

vier 2003. Orange avait d'ailleurs anticipé : « L'an dernier, nous avons connu des problèmes techniques le jour du nouvel an », explique l'un des responsables de la filiale de France Télécom. Fort de cette expérience, l'opérateur a donc décidé d'augmenter fortement ses capacités d'envoi pour la Saint-Sylvestre : « Nous nous étions calés sur 45 millions de messages. Pour cela, une centaine de techniciens et ingénieurs sont restés mobilisés durant toute la nuit du 31 au 1er pour assurer la technique. » Rien de trop quand on sait qu'un quart des 45 millions de messages du 1er janvier ont été envoyés en l'espace d'une heure.

Et le phénomène n'est pas près de s'arrêter. Contrairement aux idées reçues, les SMS ne sont plus l'apanage des adolescents en mal de communication ultrarapide, loin s'en faut. A ce jour, c'est un client Orange sur deux (vingt millions au total) qui pianote sur son clavier de téléphone. Les 18-25 ans sont, certes, concernés dans leur quasi totalité, mais également 70 % des 25-35 ans et encore 60 %

des 35-44 ans.

Gare au verglas sur la route du retour

Françoise Lemoine [03 janvier 2004]

Bison futé appelle à la prudence pour les retours des vacances scolaires en direction des grandes agglomérations. Aujourd'hui et demain sont classés orange sur les routes. Des difficultés sont attendues dans la région Rhône-Alpes et en Bourgogne pour les automobilistes en provenance des stations de sports d'hiver, mais aussi sur l'A 7 entre Orange et Lyon, où se rejoignent les trafics venant du sud et du sud-est. Dans ce secteur entre 4 000 et 5 000 véhicules à l'heure sont attendus. Aujourd'hui sur l'A 7, des difficultés de circulation sont à craindre, en fin de matinée ainsi qu'entre 16 et 17 heures. Demain, c'est principalement en fin d'après-midi, à partir de 17 heures que la circulation s'intensifiera.

Côté météo, des températures négatives sont prévues tout au long du week-end, et il conviendra de prendre garde au

verglas. Aujourd'hui en début de matinée, quelques chutes de neige éparses se produiront sur les reliefs du Massif central et des Pyrénées. Déjà hier, de nombreux flocons étaient tombés en Auvergne. L'autoroute A 72, qui relie Clermont-Ferrand à Saint-Etienne, a été fermée à la circulation dans les deux sens sur 50 kilomètres entre les péages de Thiers-ouest (Puy-de-Dôme) et de Feurs (Loire). En début d'après-midi, les forces de l'ordre et de sécurité se sont efforcées d'évacuer une dizaine de véhicules qui s'étaient engagés sur l'autoroute avant sa fermeture. Météo France recommande donc, dans la mesure du possible, d'éviter de circuler, ce matin, dans la zone des monts du Forez.

L'Ariège n'est pas non plus épargnée par les flocons. Hier, les routes nationales 22 et 320, qui permettent d'accéder en Andorre par le pas de la Case depuis l'Ariège et les Pyrénées-Atlantiques, ont été fermées à la circulation. Par ailleurs, la RN 20, à partir de Tarascon-sur-Ariège, en direction d'Ax-les-Thermes, a été interdite

aux poids lourds. Côté ouest, pas de difficultés majeures en perspective, en ce qui concerne les conditions météo. La neige qui avait blanchi la chaussée de l'A 10 et de l'A 11, mercredi soir et jeudi matin, a laissé place à un sol mouillé. Cette fois Cofiroute, qui exploite près de 900 kilomètres, avait pris ses dispositions pour éviter la pagaille monstre des 4 et 5 janvier 2003, quand 15 000 automobilistes étaient restés bloqués à l'entrée de Paris, avant le péage de Saint-Arnoult-en-Yvelines. Le système d'aspersion automatique de saumure (solution salée), a bien fonctionné et aucun accident majeur n'a été déploré : « Nous étions bien préparés. Tout s'est donc bien passé », se félicite Pierre Duprat, directeur de la communication à Cofiroute, saluant au passage le comportement des automobilistes « qui ont suivi les conseils de prudence. »

Le retour vers la capitale s'annonce, comme souvent en cette période, plutôt difficile. Dès cet après-midi, quelque 70 000 véhicules sont en effet attendus au péage de Saint-Arnoult-en-Yve-

lines, entre 13 h et 21 h.

Les étiquettes des produits alimentaires, une mine d'informations

Traçabilité, composition, labels de qualité ... Malgré certains pièges, l'étiquetage, de plus en plus abondant et précis, devient une garantie essentielle. Exemple en Normandie, où la filière laitière joue le haut de gamme avec les AOC, pour anticiper une baisse des cours.

Isigny-Sur-Mer (Calvados) de notre envoyé spécial

Le lait et ses dérivés immédiats (le lait en poudre ou les fromages blancs) est un produit basique, sans grande valeur intrinsèque, mais il tient une place essentielle dans l'économie agricole. La France compte quelque 120 000 producteurs, payés, chaque mois, par les laiteries. Et le Français est, en Europe, le plus gros consommateur de beurre et de fromage.

A l'heure où ce produit alimentaire, comme beaucoup d'autres, est confronté à une mondialisation des échanges ;

où les grands pays producteurs de produits "industriels" comme la Nouvelle-Zélande ou le Canada dominent le marché, les producteurs français cherchent à tenir leur rang en se positionnant sur les produits haut de gamme.

De ce point de vue, 2004 sera, pour les producteurs de lait et les industriels du yaourt, du fromage ou du beurre, une année test mais aussi, très probablement une année d'incertitudes. C'est l'an 1, en effet, de l'application de la réforme de l'Organisation commune de marché (OCM) du lait, adoptée par l'Union européenne lors des accords de Luxembourg du 26 juin, qui mettent en place une nouvelle politique agricole commune.

Les Quinze ont décidé de baisser le prix garanti de la poudre de lait complètement écrémé de 15 % en trois ans, celui du beurre industriel de 25 % en quatre ans, afin de rapprocher le niveau européen de celui, plus bas, du marché mondial. L'Allemagne est au premier rang, la France au deuxième en Europe. Pour les producteurs

français du Grand Ouest, de Lorraine, de Franche-Comté, de Normandie notamment, "l'horizon est noyé dans le brouillard", selon l'expression d'un responsable professionnel, "car ces deux produits sont en fait le thermostat du marché de tous les autres", du lait frais aux crèmes glacées.

Depuis 1997, le prix du lait payé aux producteurs français est négocié et ajusté chaque trimestre entre transformateurs et agriculteurs. Mais depuis deux ans, en raison d'un marché mondial peu réactif et du poids excessif des produits industriels par rapport aux produits frais dans les paramètres de calcul, les cotations sont régulièrement orientées à la baisse.

Autre crainte, notamment des coopératives ou des grands groupes privés comme Lactalis (ex-Besnier) dont le siège est à Laval : les restitutions, c'est-à-dire les aides à l'exportation, vont diminuer, au fur et à mesure que les prix européens s'aligneront sur le cours mondial. Enfin, la Commission de Bruxelles a pris deux dé-

cision : limitation à 70 000 tonnes des achats dits d'"intervention", donc du stockage à prix garanti ; compensation des baisses de prix par des subventions directes annuelles versées aux producteurs, comme pour les céréales et la viande, de 11,81 euros par tonne de lait l'an prochain, et 23,65 en 2005.

Spécialisé de longue date dans les productions de haute qualité, la coopérative d'Isigny Sainte-Mère - 1 000 producteurs dont la plupart situés dans le parc naturel régional des marais du Cotentin, 550 salariés, deux usines à Sainte-Mère-Eglise et à Isigny-sur-Mer, 150 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2002 dont 38 % à l'exportation – s'apprête cependant à affronter ces échéances avec sérénité. Il est vrai que lorsqu'on a remporté, au Concours général agricole de 2003, 20 médailles dont 6 d'or, notamment pour les camemberts AOC et les camemberts affinés au calvados – un record –, on peut envisager l'avenir sans trop d'inquiétude. "Nous ne ferons jamais aucun compromis sur la qualité de nos produits finis et

sur la rigueur de nos approvisionnements", explique Luc Lesénécal, directeur commercial. Déjà 405 fermiers qui travaillent exclusivement pour la coopérative sont certifiés par la procédure "Agriconfiance".

UNE EXCLUSIVITÉ

Selon les produits à fabriquer – lait pour bébé, fromages au lait cru, poudre, etc. –, il faut utiliser pas moins de douze laits de composition différente. "Les produits allégés, je ne veux pas en entendre parler, c'est une hérésie !" ajoute Luc Lesénécal. Et pourtant, puisque c'est la mode, la coopérative, comme les autres entreprises, fabrique des fromages frais à 0 %...

Isigny Sainte-Mère bâtit sa réputation sur une exclusivité. Elle partage avec une entreprise du Poitou-Charentes la reconnaissance AOC pour la fabrication du beurre, mais est la seule à avoir le droit de fabriquer de la crème fraîche AOC. Et les responsables veillent jalousement à ce que ce monopole ne soit pas grignoté illégalement par des produits dits "fermiers" ou des

marques au nom bucolique, propres à influencer et à tromper le consommateur. De même, pour se différencier des autres fromageries, la coopérative continue à affiner ses camemberts sur des planches de bois.

Concurrent numéro un de la coopérative, Lactalis – véritable Goliath du secteur laitier en Normandie – joue aussi sur la réputation de Président, sa marque phare. Le groupe exploite 65 sites en France, 13 à l'étranger et emploie près de 16 000 salariés. Selon Luc Morelon, porte-parole du groupe, "2004 sera difficile mais 2005 encore plus car la France, l'Allemagne, le Danemark ou l'Irlande recevront de plein fouet le choc de l'arrivée de la Pologne, qui a elle seule produit la moitié du lait français". Il anticipe la désorganisation complète des marchés des produits laitiers industriels, alors que les frigos de l'Europe sont déjà remplis de stocks. "Il ne peut y avoir qu'une seule réponse : une politique dynamique de valorisation des marques de qualité qui ont déjà fait leurs preuves." Comme pour la coopérative d'Isi-

gny, la "guerre du lait" qui commence est une guerre contre la banalisation.

François Grosrichard Le fromage va maigrir

Le ministère de l'agriculture va prochainement publier un décret modifiant les étiquettes des fromages, et notamment les informations sur le taux de matière grasse. Depuis 1988, ce taux était exprimé en pourcentage par rapport à la matière sèche, c'est-à-dire le fromage stricto sensu restant après avoir extrait toute l'eau existant naturellement dans le fromage (80 % dans le fromage blanc, 54 % environ pour un camembert).

Désormais, la teneur en matière grasse sera exprimée soit par rapport au poids total du fromage, eau comprise, soit sous forme de quantité de lipides pour 100 grammes de produit fini, le choix étant laissé aux entreprises. Par exemple, un camembert qui, auparavant, affichait 45 % de matière grasse et qui ne contient que 46 % de matière sèche n'aura plus, désormais, que 20,7 % de matière grasse. La future réglementa-

tion précise que les produits AOC sont dispensés de ce mode d'étiquetage mais peuvent, si les fabricants le souhaitent, s'y conformer.

« J'ai dû m'adapter ... »

IL S'Y EST MIS « sérieusement » il y a seulement trois mois, depuis qu'il a récupéré l'ordinateur de bureau de ses enfants, convertis depuis peu à l'ordinateur portable, et l'a installé dans le salon du pavillon familial de Savigny-sur-Orge (Essonne). Ferhat Hamadi, 56 ans, se connecte désormais presque tous les jours à Internet. « Je surfe quasiment tous les soirs après le travail pour réaliser une petite revue de presse personnelle à partir des journaux en ligne de Kabylie. Ça me permet de rester au courant de ce qui se passe dans mon pays d'origine. » Si surfer sur le Web ne lui pose aucune difficulté, Ferhat avoue que piloter un ordinateur et maîtriser l'Internet n'est pas un exercice de tout repos pour ceux de sa génération. « Honnêtement, à partir d'un certain âge, il faut vraiment faire des efforts pour tout comprendre. Je ne

suis pas né avec Internet, alors j'ai dû m'adapter. » Comme la plupart des cyberseniors, ses enfants lui servent de professeurs et il les appelle au secours dès qu'il « tombe sur un os ». Employé dans le secteur de l'électrotechnique, il est pourtant bien équipé et possède un Palm, qui lui sert également d'appareil photo pour prendre des clichés professionnels, « bien plus pratiques que des schémas trop compliqués ». « Nous lui avons tout installé pour qu'il puisse transférer ses photos sur l'ordinateur en n'appuyant que sur une touche, explique sa fille Nora. Par contre, il n'arrive toujours pas à comprendre comment envoyer une photo par courrier électronique ! » Résultat, ce surfeur émérite n'est pas encore un as du mail. « Je n'arrive pas à me souvenir comment faire un / par exemple. » Malgré ses difficultés, ce cybersenior fait des merveilles quand il s'agit d'organiser un voyage. « J'ai entièrement organisé en ligne les vacances que nous nous sommes offertes pour Noël avec mon épouse, lance-t-il fièrement. J'ai comparé tou-

tes les offres, les dates de départ et d'arrivée et les tarifs pour trouver la meilleure offre pour aller à Istanbul, en Turquie. »

Et maintenant la Corée du Nord

EST-CE l'effet Saddam ? Troisième pays, avec l'Irak et l'Iran, membre de ce que le président George W. Bush avait qualifié l'« Axe du Mal », la Corée du Nord semble – subitement – se montrer plus coopérative avec la communauté internationale, en se disant prête à une opération « portes ouvertes » en matière nucléaire pour éloigner la menace américaine. Le quotidien « USA Today » a révélé hier qu'une délégation américaine se rendrait, du 6 au 10 janvier, en Corée du Nord pour visiter le complexe nucléaire de Yongbyon, à 90 km au nord de la capitale. Ce qui constituerait une grande première depuis l'expulsion, il y a un an, par le régime communiste de Pyongyang des inspecteurs en désarmement de l'ONU.

Clés pour comprendre

Bactérie. La légionelle est une bactérie qui vit dans l'eau tiède – elle meurt à 48 o C. Les gouttelettes qui la transportent peuvent être piégées dans le tartre des pommeaux de douche, ou dans les systèmes de climatisation humide des usines – les tours aéro-réfrigérantes. Malade. Une personne en bonne santé ne peut, a priori, pas l'attraper. Il faut être affaibli - une autre maladie, des antécédents pulmonaires, etc. – pour que le système immunitaire n'arrive pas à rejeter l'intruse. Lorsqu'elle pénètre dans l'organisme, elle provoque de fortes fièvres et des lésions au poumon. Si le diagnostic est posé à temps, les traitements antibiotiques sont efficaces. Elle est mortelle dans 15 % des cas . Cas. En France, on a dénombré un peu plus de 1 100 malades l'an dernier, le plus souvent dans des hôpitaux. Depuis 1989, les normes maxima de légionelles ont été abaissées. Dans les hôpitaux, il ne doit pas être supérieur à 1 000 UFC/litre (unités faisant colonies). Dans les entreprises, si les concentrations sont en-

tre 1 000 et 100 000 UFC/l, il faut mettre en oeuvre des mesures pour abaisser la concentration en dessous de 1 000 UFC/l. Si les concentrations dépassent 100 000 UFC/l, la loi oblige l'usine à un arrêt de l'installation et à procéder à des mesures de vidange, nettoyage.

« Cette pollution, elle finit par tuer des gens ! »

MARTINE, dont le mari de 53 ans est décédé de légionellose

LES PETITES MAISONS en briques rouge foncé sont alignées, toutes pareilles. De l'autre côté de la route, à 50 mètres à peine, se dressent les cheminées imposantes de l'usine pétrochimique Noroxo, de Harnes, qui ont rejeté dans l'atmosphère des centaines de milliers de gouttelettes contaminées par les légionelles, selon l'enquête. Un peu plus loin, la raffinerie Atofina complète ce paysage industriel. C'est dans cette cité qu'habitait Edmond Maraj, ancien mineur « de la fosse 21 » et première victime recensée de l'épidémie de légionellose à 71 ans le

27 novembre dernier. Autour de la table recouverte de toile cirée, sa veuve et son fils Bernard veulent comprendre ce qui s'est passé. « Il passait beaucoup de temps dans son jardin, et respirait donc ce que recrachait l'usine. Le dimanche 17 novembre, il s'est senti fatigué. Les jours suivants, ce fut pis. Il avait 39,9 o , puis 41 o . On a appelé le Samu, qui l'a emporté à l'hôpital de Tourcoing, où il est décédé », raconte Victoria, son épouse. Leurs grands-parents étaient venus de Pologne pour travailler aux houillères, « de père en fils ». Edmond avait les poumons abîmés par la poussière de charbon, qui lui donnait de la silicose « à 10 % », selon les certificats médicaux. Un terrain qui le fragilise face aux infections pulmonaires de type légionellose. « Aujourd'hui, on veut savoir la vérité. Pour que ceux qui ont provoqué ces décès soient punis », explique Victoria. Son fils, un colosse en bleu de travail, qui travaille chez France Télécom, explique que dans la région les langues ont du mal à se délier par « peur de perdre son emploi ». Dans la ci-

té ou lorsque les gens vont faire leurs courses au Leclerc tout à côté de l'usine – dont la fréquentation est en chute libre depuis l'affaire –, certains se confient. « Des ouvriers ont dit que le nettoyage des tuyaux, appelé Arrêt métal, n'a pas été fait l'an dernier, contrairement à la règle, car la direction estimait que ça coûtait trop cher », affirme Bernard. « C'est plutôt Silicose Vallée » Les ouvriers, inquiets, auraient demandé « à avoir une prise de sang », pour contrôler leur santé, demande qui aurait également été refusée. Sollicitée, la direction de Noroxo n'a pas voulu s'exprimer sur le sujet. « Le problème dans la région, c'est que l'Etat a remplacé les houillères uniquement par des usines chimiques. On sait que, chez nous, on ne fait pas du chocolat ... C'est plutôt Silicose Vallée », affirme un restaurateur à Harnes. Mais il serait réducteur de voir dans l'épidémie actuelle uniquement un problème d'anciens mineurs. A Lens, Martine Delaby, 52 ans, professeur d'éducation physique, pleure son mari, Guy, directeur de salle de spectacle, décédé à

53 ans, le 4 décembre, et qui n'est jamais descendu « au fond ». Son lien éventuel avec Noroxo ? « Il allait faire ses courses au Leclerc, juste à côté de l'usine », raconte sa femme. Improvisée « relais » des autres familles victimes, cette femme « épuisée » a sans cesse son portable qui sonne. Elle a déjà porté plainte contre X, et veut fédérer autour d'elle les témoignages des autres familles touchées par l'épidémie. Une dame dont le mari est décédé de la légionellose, à Wingles, qui demande conseil. Puis une autre, dont le mari, Carlos, est hospitalisé à Lens. « Ce n'est pas normal ! Pourquoi certaines usines n'ont-elles pas respecté les règles ? Cette pollution, cela a fini par tuer les gens. » L'inquiétude enfle de jour en jour. Rendue encore plus vive depuis les épidémies de grippe et de bronchite. « Maintenant, quand quelqu'un tousse, les gens ont peur ... »

Dopage (10/10). " Amener le ministre de la Santé dans le bateau de l'antidopage " Jean-Paul Escande

Fin de notre série consa-

crée à ce fléau du sport. Aujourd'hui : rencontre avec l'ancien responsable de la lutte antidopage en France.

Bien que retiré officiellement des affaires depuis la remise d'un rapport à Marie-George Buffet, alors ministre de la Jeunesse et des Sports, Jean-Paul Escande (1), ancien président du Comité national de lutte contre le dopage a gardé un oeil (vif) sur la lutte antidopage. Nous lui avons demandé de dresser son bilan de l'année 2003, de choisir trois images, symboliques à ses yeux, et de se prêter au jeu : " Et si vous étiez ministre des Sports ? "

Quoi de neuf en 2003 ?

Jean-Paul Escande. On a pris beaucoup plus de gens connus, des " gros poissons ", même si nous sommes encore loin du compte. Mais, enfin, il y a des efforts. Il y a eu d'énormes affaires, dont celle de la THG qui a révélé que non seulement on détourne des produits, mais qu'on en élabore d'autres à des fins exclusivement dopantes. Si la vérité n'est pas toujours dite, au moins le problème est-il

posé. C'est un grand pas de fait dans la bonne direction. Les gens ne sont plus dupes. On peut parler d'une certaine prise de conscience. Désormais, la culture de la lutte antidopage en France est bien réelle. Je pense même que cette culture transcende les clivages politiques.

J'ai été surpris du nombre de morts subites qu'on a aussitôt blanchies en disant : " Ce n'est pas du dopage ", ce qui revenait à poser le problème du dopage.

J'ai également noté une différence entre le Tour de France qui va plus vite (record de moyenne horaire battu- NDLR) et les championnats du monde d'athlétisme qui vont moins vite. Concernant les Mondiaux à Saint-Denis, je suis persuadé que nombre d'athlètes ont préféré perdre le titre plutôt que d'avoir des emmerdements en France. Je voudrais ajouter une chose sur les records en athlétisme : on a assisté à des vagues de records battus puis à la stagnation des performances. On peut tenter une explication : l'effet placebo. Plus un médicament est actif, plus l'effet

placebo qui lui est attaché est fort. Si un produit vous permet de passer de 1 à 5, l'effet placebo va pousser jusqu'à 6. Mais cet effet ne dure que deux ou trois ans. Ces mécanismes sont aujourd'hui totalement incompris mais vérifiés par tous les scientifiques. Il y a un mécanisme de psychologie individuelle et sociale. Les produits que l'on a vu arriver dans le sport dans les années quatre-vingt-dix ont boosté les performances. Le recul de ces dernières peut s'expliquer par la fin de l'effet placebo.

Maintenant, je me pose toujours la question : " Où est le maximum de pognon ? " Après, on comprend beaucoup de choses. Dans le sport, l'argent, c'est la télé. Les masses d'argent qui tournent autour du sport, notamment pour les grands événements, sont tellement gigantesques qu'une médaille d'or justifie, pour certains, tous les " investissements ".

Si vous étiez ministre des Sports ?

Jean-Paul Escande. Premièrement, je demande-

rai au ministre de la Santé : " Alors vous montez dans le bateau ou vous me laissez seul ? " La loi Buffet permet de poursuivre les dealers, maintenant il faut poursuivre les charlatans et les expérimentateurs humains. Les gens qui utilisent en dehors de la loi un produit pour obtenir un résultat font de l'expérimentation humaine, à but lucratif en plus.

À partir du moment où le sport a réussi à mettre cela en évidence en s'occupant lui-même de la lutte antidopage, c'est au ministre de la Santé de prendre ça en mains. Nous sommes là à un moment de transfert de compétence. Par exemple, il ne me paraît pas sérieux qu'un procureur de la République lise le compte rendu médical de la mort d'un athlète (Marc-Vivien Foé-NDLR) en expliquant ce qu'est un gros cour forcé. Ce n'est pas son boulot.

Deuxième proposition : que l'on ouvre un registre épidémiologique en enquêtant auprès des sportifs qui ne sont plus en activité, sous couvert d'anonymat. Cela me semble être d'une telle évidence. Mais là, c'est

la même chose : c'est impossible à mettre sur pied au ministère des Sports. Il faut frapper à la porte du ministre de la Santé, de la direction générale de la santé et de l'institut de veille sanitaire. Le dopage pose un véritable problème de santé publique. Il faut arrêter de mentir. Jouons la transparence. Le dopage ? Si on veut, mais à condition de connaître, de savoir, de se donner les moyens de dire en quoi tel produit est dangereux. Il faut prendre médicalement le relais de ce qui a été mis en place avec la lutte antidopage. J'ai appris que le docteur Alain Garnier (directeur médical du bureau européen de l'AMA-NDLR) allait se concentrer sur le rapport entre la médecine et le dopage. Cela peut s'avérer décisif.

Troisièmement ? Je continuerai d'aller au stade ...

Christophe Deroubaix

La clameur des sans-voix

Il y a dix ans au Chiapas, les premiers pas de l'altermondialisme

" Nous étions comme des pierres, comme les plantes qui sont sur les chemins... Nous n'avions pas la parole. Nous n'avions pas de visage. Nous n'avions pas de nom. Nous n'avions pas d'avenir. Nous n'existions pas ... Nous étions un nombre inutile pour les comptes du grand capital.

Alors nous sommes partis dans la montagne... "

Major Ana-Maria, 1996.

En 1990, après onze années de gouvernement, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), miné par la guerre contre les contras soutenus par Washington, perdait les élections au profit de la droite nicaraguayenne. C'est en 1992 que les accords de Chapultepec scelleront la fin de la guerre au Salvador entre le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) et l'ultradroite au pouvoir. Au Guatemala, le processus de paix s'était aussi mis en marche entre l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) et le gouvernement pour aboutir en 1996. Le mur de Berlin tombé, on pensait alors

révolu le temps des guérillas, si l'on exceptait celle, sans fin ni espoir, de Colombie.

En 1992 aussi, 500 ans après la découverte de l'Amérique et le début de la conquête sanglante qui l'a suivie, le prix Nobel de la paix avait été attribué à Rigoberta Menchu, indienne guatémaltèque, défenseuse des droits humains. Cette année-là, on célébrait, au Mexique, les succès économiques du président Carlos Salinas de Gortari, celui qui avait volé la victoire à la gauche en 1988, mais qui avait enfin fait entrer le pays " dans l'ère de la modernité " en signant avec les États-Unis et le Canada, l'accord de libre commerce nord-américain (ALENA).

This text has been copied from the "Le Figaro, Le Monde, Le Parisien, l'Humanité" with the purpose to demonstrate French hyphenation only. The text was processed using *TALŌ's formatter software.

3 January 2004